



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**Affaire suivie par :** Émilie DE BORTOLI

Besançon, le 9 février 2024

**N° Chrono :** UID257090/SPR/EDB/SB 2024 - 0209A

Unité Interdépartementale 25/70/90

Tél. : 03 84 58 82 38

Courriel : [25.ud25-70-90.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr](mailto:25.ud25-70-90.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr)

**Objet : VALINEA– Montbéliard – Mise à jour de certaines prescriptions et dérogation dans le cadre du réexamen au titre de la directive IED, au regard des meilleures techniques disponibles pour l'incinération de déchets**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

### **1 - Contexte et cadre réglementaire :**

L'élimination ou la valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets non dangereux, avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure, relève de la directive sur les émissions industrielles dite « IED » (directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010). Cette directive a pour objectif de parvenir à un niveau élevé de protection de l'environnement, considéré dans son ensemble, grâce à la prévention et la réduction intégrées de la pollution due aux activités industrielles.

À ce titre, en application de l'article L. 515-28 du Code de l'Environnement, les installations relevant de cette directive sont exploitées en appliquant les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) et, par référence, aux conclusions sur ces meilleures techniques. Il est procédé périodiquement au réexamen et, si nécessaire, à l'actualisation des conditions d'exploitation pour tenir compte de l'évolution de ces meilleures techniques.

Afin de procéder à ce réexamen, l'article R. 515-71 du Code de l'Environnement prévoit que l'exploitant adresse au Préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'incinération des déchets (BREF WI - Waste Incineration), qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3520, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) notifiée sous le numéro 2019/7987 de la commission du 12 novembre 2019, parue au Journal Officiel de l'Union Européenne le 3 décembre 2019. Ces MTD ont

été retraduites dans l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520.

L'article R. 515-70-I du Code de l'Environnement dispose, quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3520, l'exploitation en conformité avec les MTD pour l'incinération des déchets doit donc être effective depuis le 3 décembre 2023.

Par conséquent, la société VALINEA a transmis un dossier de réexamen au préfet par courrier du 1<sup>er</sup> décembre 2020, complété par un courrier du 26 juin 2023 suite à une demande de compléments du 15 mai 2023. Ce dossier comporte une demande de dérogation aux Niveaux d'Emissions Associés aux MTD (NEA-MTD) conformément à l'article R515-68 du code de l'environnement.

L'exploitant a également déposé un dossier de porter à connaissance en date du 21 octobre 2022 relatif aux modifications envisagées sur l'UIOM de Montbéliard dans la continuité de sa demande de dérogation IED et de sa mise en conformité vis-à-vis de certaines MTD.

Le présent rapport a pour objet de statuer sur le positionnement de l'installation vis-à-vis de ces meilleures techniques, au regard du rapport de réexamen fourni.

## **2 - Activités et situation administrative de l'établissement**

### **2.1 – Situation administrative actuelle**

La société VALINEA (groupe VEOLIA) exploite sur son site de Montbéliard (25) une usine d'incinération des ordures ménagères.

Le site est constitué de deux lignes d'incinération (4t/h) avec une capacité totale de 60 000 tonnes par an. La chaleur produite par l'incinération des déchets (ordures ménagères, déchets d'activité économique, encombrants) est valorisée pour alimenter la petite Hollande par un réseau de vapeur.

L'établissement est régulièrement autorisé au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral n° 2005-1904-01859 du 19 avril 2005 modifié.

L'exploitant a formulé une déclaration de changement d'exploitant en date du 22 décembre 2023 au profit de la société VALINEA Energie.

Les installations existantes relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Désignation de l'activité	Rubrique ICPE actuelle	Régime actuel (*)	OBSERVATIONS
Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	2771-1	A	60 000 t/an à un PCI de 8360 kJ/kg 2 fours de capacité nominale de 4t/h et de puissance thermique 9,3 MW
Incinération ou co-incinération de déchets. Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	3520 Rubrique IED principale	A	2 fours de capacité nominale de 4t/h et de puissance thermique maximale de 9,3 MW

A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; D : déclaration ; NC : non classée

L'établissement est classé IED au titre de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 sur les émissions industrielles au titre de la rubrique 3520-a (qui est également la rubrique principale) : « Incinération de déchets non dangereux, avec une capacité supérieure à 3 t/h ».

Le périmètre IED de l'établissement, au sens de l'article R. 515-58 du Code de l'Environnement, correspond à l'ensemble du périmètre des installations exploitées par Valinéa, à l'exception des bureaux.

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

## **2.2 – Mise à jour de la situation administrative et projet**

Suite à l’instruction du dossier de demande de modification déposé par l’exploitant, la situation administrative mise à jour est résumée dans le tableau suivant :

<b>Rubrique</b>	<b>Régime</b>	<b>Libellé de la rubrique</b>	<b>Caractéristiques</b>
<b>3520-a</b>	<b>A</b>	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d’incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	1 four de capacité nominale de 4 t/h
<b>2771</b>	<b>A</b>	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l’exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	- 1 four de capacité nominale de 4 t/h - 32 000 t/an à un PCI de 2000 kcal/kg - Puissance thermique maximale de 9,3 MW - Capacité de la fosse à déchets : 2420 m3

Les modifications sollicitées par l’exploitant consistent à :

- Réduire la capacité de traitement : démantèlement d’une des deux lignes d’incinération (la ligne A) et amélioration des conditions d’exploitation de la ligne B. La capacité de traitement actuellement autorisée est de 60 000 t/an et le projet vise à abaisser la capacité de traitement à 32 000 t/an ;
- Améliorer la performance énergétique avec ajout d’un groupe turbo alternateur à contre-pression permettant de produire de l’électricité pour l’autoconsommation du site dans un nouveau bâtiment. Le niveau d’efficacité énergétique de la future UVE sera de 85 % (supérieur au 75 % prescrit par l’arrêté ministériel du 12 janvier 2021 transposant les meilleures techniques disponibles du BREF incinération) ;
- Mettre en conformité l’installation par rapport aux conclusions du BREF incinération et à sa mise en œuvre par l’arrêté ministériel du 12 janvier 2021 : mise en place d’un dispositif de traitement hybride avec SNCR (réduction non catalytique sélective) et SCR (réduction catalytique sélective) pour le traitement des fumées afin de respecter les valeurs limites d’émission. Mise en place d’un nouveau système de management et de gestion des OTNOC (conditions d’exploitation autres que normales).
- Fiabiliser et sécuriser les installations : création d’un mur de gerbage dans la fosse et augmentation de capacité de 2300 m<sup>3</sup> à 2420 m<sup>3</sup>, remplacement d’un pont roulant, évolution du traitement des fumées, remplacement de la cellule four et de la chambre de post-combustion, modification des systèmes d’injection et de stockage de réactifs, augmentation de la capacité de stockage des mâchefers, amélioration de la protection incendie, etc.

### **3 – Présentation du dossier de réexamen et de la demande de dérogation**

#### **3.1 – Organisation du dossier de réexamen**

Le dossier de réexamen transmis au Préfet le 1<sup>er</sup> décembre 2020 et complété le 26 juin 2023 comprend les 3 parties suivantes :

- Un dossier de réexamen qui comprend une présentation de l'usine, la définition du périmètre IED, le positionnement de l'exploitant par rapport aux MTD et l'avis de l'exploitant sur la révision des conditions d'autorisation.
- Un rapport de base qui comprend une description du site, de son environnement, un historique du site, une étude de vulnérabilité des milieux, un schéma conceptuel, les résultats des investigations sur les sols et les eaux souterraines, les conclusions.
- Une demande de dérogation à certaines MTD.

#### **3.2 – Comparaison du fonctionnement de l'installation par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD)**

Le dossier de l'exploitant présente une comparaison du fonctionnement de son installation par rapport aux MTD décrites dans les conclusions sur les MTD pour l'incinération des déchets du 12 novembre 2019.

Cette analyse est reprise de façon synthétique dans le tableau ci-dessous :

<b>MTD (numéro et intitulé, NEA-MTD le cas échéant)</b>	<b>Article de l'AM du 12 janvier 2021</b>	<b>Positionnement de l'exploitant</b>	<b>Avis de l'inspection</b>
MTD 1 : Système de management environnemental (SME)	2.1	Mise en œuvre du SME au travers notamment des normes ISO 14 001 et ISO 50 001. Mise en place d'un plan de management des situations OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales).	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 2 : Calcul de l'efficacité énergétique	2.2.7.	L'UIOM rentre dans le type d'installation « tout chaleur ». Renvoi à la MTD 20	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 3 : Paramètres de surveillance dans l'air et dans l'eau	2.2.1	Fumées : mesures en continu du débit, oxygène, T°, pression, teneur vapeur eau. Chambre de combustion : mesure en continu de la T° au 1er passage chaudière.	L'exploitant est conforme aux MTD.

		Traitement des fumées humides ne produit pas d'effluents aqueux. Consommation d'eau pour le refroidissement des mâchefers mais pas d'effluents aqueux.	
MTD 4 : Surveillance des effluents gazeux	2.2.2.	Mesure en continu pour NOx, NH3, CO, SO2, HCl, HF, poussières, COVT. Mesures périodiques réalisées pour tous les paramètres Mesures semi-continu pour dioxines furanes et PCB Dioxin Like. L'usine actuelle n'est pas équipée d'un analyseur en continu pour le mercure.	L'exploitant est partiellement conforme aux MTD. Pour l'analyse en continu du mercure, l'exploitant sollicite une demande d'aménagement temporaire jusqu'à la mise en place de l'analyseur en continu au moment de la rénovation de l'usine (échéance 2 mai 2025). En compensation, l'exploitant propose une surveillance trimestrielle du mercure par un organisme agréé.
MTD 5 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées durant le OTNOC	2.2.5.	Une mesure sera faite dans les 3 ans à compter du 3 décembre 2023.	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 6 : Surveillance des effluents aqueux	2.2.3.	Pas de rejet aqueux.	Non applicable
MTD 7 : Surveillance des substances imbrûlées dans les mâchefers	2.2.5.	Mesure du COT sur chaque lot de mâchefers.	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 8 : Surveillance des teneurs en POP des flux sortants	2.2.6.	Pas de déchets dangereux reçus sur le site.	Non applicable
MTD 9 : Gestion des flux de déchets reçus	31.	Liste de déchets acceptés et interdits dans l'arrêté préfectoral Fiche d'information préalable et	L'exploitant est conforme aux MTD.

		contrôle visuel au déchargement Pont bascule et badgeage en entrée	
MTD 10 : Plan qualité traitement des mâchefers	2.1.	Traitement des mâchefers : dé- ferrailage et courant de Foucault. Le reste du traitement est externalisé. Un plan qualité sera mis en place pour le traitement réalisé sur site. (traitement < 75 t/j)	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 11 : Surveillance des livraisons de déchets	3.2.	Portique radioactivité, pont bascule, inspection visuelle via vitre pontier. Échantillonnage périodique des déchets et analyses pas réalisé.	L'exploitant est partiellement conforme aux MTD. Il propose de réaliser une campagne de caractérisation annuelle des déchets reçus.
MTD 12 : Réception, manutention et stockage des déchets	3.3.	Fosse étanche.	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 13 : Manutention et stockage des DASRI	3.3.	Pas de réception de DASRI.	Non applicable.
MTD 14 : Gestion de la combustion	3.4.	- Déchets mélangés au grappin. - Combustion gérée par automate et supervision en salle de contrôle - Optimisation de la gestion du four : prise en compte de la vitesse d'introduction des déchets dans le four, composition des déchets, T°, débits points d'injection air. Niveaux performance environnementales pour le COT dépassent la plage 1-3 %.	L'exploitant est partiellement conforme aux MTD. Il indique réaliser des travaux pour améliorer la répartition de l'air primaire et secondaire afin d'atteindre les performances de combustion et respecter la plage NPEA- MTD pour le COT.
MTD 15 : Gestion du process	2.1.	Document de référence pour la mise en œuvre des procédures de conduite des installations.	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 16 : Procédure de gestion des arrêts et redémarrages	2.1.	Pas de procédure mais seulement 4 ou 6 arrêts par an en fonction des déchets. Maintenance préventive, plan prévisionnel entretien	L'exploitant est conforme aux MTD.

MTD 17 : Conception du système d'épuration des fumées	5.2.2.	Traitement des fumées type demi-sec avec : - réacteur avec pulvérisation de bicar et de charbon actif (HCl, dioxines) - Filtres à manches (poussières, acides, métaux lourds, dioxines furannes). - Traitement des NOx dans la chambre de post-combustion par l'injection d'urée Maintenance préventive	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 18 : Gestion des conditions autres que normales (OTNOC)	3.5.1. et 3.5.2.	Maintenance préventive. Plan de gestion des OTNOC. Pas de mise en œuvre du plan de gestion car modification conséquence du traitement des fumées prévue.	L'exploitant est partiellement conforme aux MTD. Il sollicite une demande d'aménagement temporaire jusqu'à la mise en place de la nouvelle ligne d'incinération et du nouveau traitement au moment de la rénovation de l'usine (échéance 2 mai 2025). En compensation, l'exploitant indique que les travaux de maintenance courante et de gros entretien de renouvellement continueront à être réalisés sur la ligne en fonctionnement (A).
MTD 19 : Chaudière à récupération de chaleur	4	Chaque ligne de traitement est équipée d'une chaudière à tubes d'eau qui produit de la vapeur surchauffée	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 20 : Efficacité énergétique	4 et 2.2.7.	- Pas de boues de STEP. - Optimisation débits via le contrôle commande - Rendement de récupération lors des essais de performance est au maximum de 71,4 % (plage 72-91%).	L'exploitant est partiellement conforme aux MTD. L'exploitant sollicite une demande d'aménagement temporaire jusqu'aux travaux sur la valorisation énergétique lors de la rénovation de l'usine (échéance 2 mai 2025).
MTD 21 : Réduction des émissions atmosphériques diffuses	5.1.1.	Air primaire de combustion aspiré au-dessus de la fosse ce qui permet de la mettre en dépression. Pas de déchets liquides.	L'exploitant est conforme aux MTD.



		Gestion des apports avec détournements lors des arrêts.	
MTD 22 : Réduction des émissions diffuses émanant de déchets gazeux ou liquides	5.5.1.	Pas de déchets gazeux ou liquides réceptionnés	Non applicable.
MTD 23 et 24 : Réduction des émissions atmosphériques de poussières des mâchefers	5.1.2.	L'exploitant est bien concerné par ces MTD car le pré-traitement des mâchefers fait partie du périmètre IED de l'usine d'incinération. Pré-traitement des mâchefers par une séparation métaux/mâchefers en phase humide et dans l'usine bardée.	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 25 : Réduction des émissions de poussières et métaux	5.2.1.	Filtre à manches. Injection de charbon actif (Hg et métaux). Justificatifs du respect avec mesures périodiques sur 2017, 2018, 2019	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 26 : rejets atmosphériques canalisés mâchefers	5.2.1.	Pas de rejet canalisé au niveau du pré-traitement des mâchefers	Non applicable
MTD 27 : Rejets atmosphériques HCl, HF et SO2	5.2.2.	Présence d'un réacteur semi-humide. Injection de bicar et chaux	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 28 : Réduction des pics HCl, HF et SO2	5.2.2. et 7.1.1.	Mesure en continu HCl, régulation injection bicar en fonction du débit de sortie des fumées, des mesures.	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 29 : Réduction des NOx, N2O, CO, NH3	5.2.3. et 7.1.1.	Optimisation conduite combustion par pilotage débit déchets enfournés, T2s, débit air... Présence d'une SNCR. Non-respect NEA-MTD pour NOx et NH3 : le process actuel ne permet pas de respecter les nouvelles exigences du BREF.	L'exploitant n'est pas conforme aux MTD et sollicite une dérogation jusqu' 2 mai 2025 au sens de l'article R.515-68 pour les performances en NOx et NH3.

MTD 30 : Réduction des composés organiques	5.2.4. et 7.1.1.	<p>Optimisation de la conduite de combustion par pilotage du débit des déchets enfournés, T2s, débit air...</p> <p>Contrôle des déchets incinérés + mélange en fosse.</p> <p>Ramonage de la chaudière lors des arrêts technique (grenaillage).</p> <p>Refroidissement rapide des fumées.</p> <p>Injection charbon actif.</p> <p>NEA-MTD dioxines furanes pas respectés pour mesures semi-continu. Dépassements liés à dysfonctionnements, l'exploitant travaille dessus. Il indique que des travaux de revamping sont en cours et permettront de respecter les valeurs. Depuis janvier 2020, les valeurs sont respectées et chaque dépassement est signalé.</p>	L'exploitant est conforme aux MTD.
MTD 31 : Réduction Hg	5.2.5. et 7.1.1.	Injection d'absorbant sec : charbon actif + respect NEA-MTD	L'exploitant est conforme aux MTD
MTD 32 : Gestion des eaux usées	6.1.	Eaux de process intégralement récupérées.	L'exploitant est conforme aux MTD
MTD 33 : Réduction de la consommation d'eau et de la production d'effluents	6.2.	<p>Traitement fumées semi-sec / semi-humide.</p> <p>Recyclage des eaux pluviales et de process.</p>	L'exploitant est conforme aux MTD
MTD 34 : Eau et traitement des mâchefers	6.3.	Le traitement des fumées ne produit pas d'effluent liquide et pas de rejet liquide lié au pré-traitement des mâchefers	Non applicable
MTD 35 : Séparation des REFIOM et mâchefers	3.7.	Les REFIOM et les mâchefers sont collectés séparément.	L'exploitant est conforme aux MTD

MTD 36 : Optimisation du traitement des mâchefers	3.7.	Pré-traitement sommaire des mâchefers pour récupérer les métaux ferreux et non ferreux	L'exploitant est conforme aux MTD
MTD 37 : Bruit	3.6.	Mesures de bruit conformes et pas de plainte.	L'exploitant est conforme aux MTD

### **3.3 – Demande de dérogation**

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant comporte une demande de dérogation au sens de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement concernant le délai de mise en conformité de l'installation. L'exploitant sollicite une dérogation au sens de l'article R.515-68 du code de l'environnement concernant le délai pour la mise en conformité vis-à-vis de la MTD 29 (performances en NOx et NH3).

## **4. Instruction du dossier de réexamen :**

### **4.1. Complétude du dossier de réexamen**

Le dossier transmis comporte l'ensemble des éléments prévus à l'article R.515-72 du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, l'exploitant présente dans son rapport de ré-examen son analyse des performances de son établissement vis-à-vis des MTD des BREF applicables. Il examine les possibilités techniques lui permettant d'atteindre les performances décrites dans les conclusions sur les MTD des BREF.

### **3.2. Demandes d'aménagements temporaires aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/01/2021**

Le dossier de réexamen de l'exploitant fait état d'une demande de délai supplémentaire pour le respect des MTD suivantes pour lesquelles l'exploitant sollicite des aménagements temporaires aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/01/2021.

Cette demande d'aménagement concerne les MTD suivantes :

- MTD 4 (article 2.2.2. AM 2021) : L'usine actuelle n'est pas équipée d'analyseur en continu du mercure sur les lignes. Etant donné les coûts importants de mise en place, il apparaît disproportionné d'installer un analyseur sur la ligne A qui restera en activité pendant la durée des travaux de rénovation de la ligne B arrêtée en sachant que la ligne A sera ensuite entièrement démontée. L'analyseur en continu sera mis en place sur la cheminée de la ligne B rénovée. L'exploitant sollicite donc un délai supplémentaire pour la mise en place de l'analyseur

en continu (délai au 2 mai 2025, échéance de la rénovation). En compensation, l'exploitant propose une surveillance trimestrielle du mercure par un organisme agréé.

- MTD 18 (articles 3.5.1. et 3.5.2. AM 2021) : La gestion des OTNOC nécessite des travaux sur l'automate qui seront réalisés lors de la rénovation de l'usine. L'exploitant sollicite donc une demande d'aménagement jusqu'à la mise en place de la nouvelle ligne d'incinération et du nouveau traitement au moment de la rénovation de l'usine (échéance 2 mai 2025). En compensation, l'exploitant indique que les travaux de maintenance courante et de gros entretien de renouvellement continueront à être réalisés sur la ligne en fonctionnement (A).
- MTD 20 (articles 4 et 2.2.7. AM 2021) : le rendement maximum de récupération four-chaudière lors des essais de performances est de 71,4 % et ne permet pas d'atteindre les plages NEEA-MTD. L'exploitant sollicite une demande d'aménagement jusqu'aux travaux sur la valorisation énergétique lors de la rénovation de l'usine (échéance 2 mai 2025). La performance énergétique sera améliorée par l'ajout d'un turbo alternateur à contre-pression permettant de produire de l'électricité pour l'autoconsommation du site. Le niveau d'efficacité énergétique de la future UVE sera de 85 % d'après le dossier de porter à connaissance de l'exploitant. Ce qui permettra de respecter la MTD.

Les MTD n<sup>os</sup> 4, 18 et 20 ne consistant pas en la prescription de NEA-MTD celles-ci ne peuvent pas faire l'objet d'une dérogation au sens IED. L'inspection a en revanche bien pris note de la mise en place de mesures compensatoires dans l'intervalle de temps nécessaire à la réalisation des travaux de rénovation et mise en conformité de l'installation jusqu'au 2 mai 2025.

### **3.3. Demande de dérogation**

L'exploitant sollicite une dérogation au sens de l'article R.515-68 du code de l'environnement concernant le délai pour la mise en conformité vis-à-vis de la MTD 29. Cette demande concerne les performances en NOx et NH3.

Les valeurs fixées par l'arrêté préfectoral en vigueur sont :

- 200 mg/Nm3 pour les NOx
- 30 mg/Nm3 pour le NH3

Les valeurs NEA-MTD du BREF WI dans le cas d'une unité existante (la rénovation, si elle est importante, ne constitue pas un remplacement complet de l'unité) sont :

- 150 mg/Nm3 pour les NOx
- 10 mg/Nm3 pour le NH3

L'exploitant indique dans son dossier que le process actuel (système de combustion et injection d'urée), n'a pas été conçu pour respecter la nouvelle exigence du BREF (150 mg NOx et 10 mg NH3) et de ce fait il constate des dépassements. Il sollicite un délai supplémentaire, jusqu'au 2 mai 2025 (date de fin de la rénovation de l'usine), pour respecter les nouveaux niveaux d'émission associés. Pendant ce délai supplémentaire demandé, l'exploitant indique optimiser, autant que faire se peut, la combustion (qui impacte la production d'oxydes d'azote) et affiner l'injection d'urée de façon à ce que l'urée réagisse au mieux pour abattre les oxydes d'azote tout en limitant le rejet d'ammoniac à la cheminée.

L'exploitant démontre en effet que la mise en place des systèmes de traitement permettant d'atteindre les performances requises sur la ligne d'incinération qui reste en fonctionnement pendant les travaux de rénovation de la future ligne engendreront des coûts et des investissements disproportionnés car la ligne d'incinération sera arrêtée au premier trimestre 2025 pour laisser place à la nouvelle ligne. Toutefois, pendant ce délai supplémentaire, les quantités de NOx et NH3 respecteront les valeurs limites fixées dans l'arrêté d'autorisation initial ayant fait l'objet d'une étude d'impact ne mettant pas en évidence de risque sanitaire lié à l'exploitation des installations.

### **3.4. Porter à connaissance**

Les modifications envisagées sont de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation initial. Au vu des éléments transmis et après examen par l'inspection des installations classées en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, considérant que ce projet :

- n'engendre pas de modification de l'étude de danger et de l'étude d'impact de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- n'atteint pas des seuils quantitatifs ou des critères fixés par arrêté du ministre en charge de l'environnement et ne nécessite pas non plus de nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- n'ajoute pas de nouvelles rubriques ICPE à l'installation ;
- ne génère aucun rejet supplémentaire ;
- n'entraîne pas de dépassement des seuils des directives IED et Seveso 3 ;
- n'aura pas d'impact supplémentaire en ce qui concerne le trafic routier, les déchets, le bruit, l'impact sur les milieux naturels, paysager, le sol et le sous-sol ;
- permet de réduire le trafic routier, la production de sous-produits (REFIOM, mâchefers) et le flux de polluants atmosphériques du fait de la réduction de la capacité de traitement liée à l'arrêt d'une ligne ;
- améliore la qualité des rejets atmosphériques et le respect des niveaux d'émission associés ;
- améliore la performance énergétique du site ;
- améliore et complète la protection incendie ;

- permet le respect des meilleures techniques applicables sur les installations relevant du BREF incinération,

Ces modifications ne sont pas considérées comme substantielles.

#### **4. Consultations**

L'article L. 515-29-I du Code de l'Environnement prévoit deux cas de figure rendant nécessaire la consultation du public et des communes concernées :

- l'exploitant demande une dérogation (vis-à-vis du respect des NEA-MTD) ;
- le réexamen a été déclenché à l'initiative de l'autorité administrative, en raison d'un impact environnemental avéré et important.

Le dossier de réexamen comprenant une demande de dérogation sur le délai de mise en conformité vis-à-vis des NEA-MTD sur les paramètres NOx et NH3, ce dossier a été soumis à une consultation du public qui a pris la forme d'une mise à disposition du public des informations, fournies par l'exploitant, nécessaires au réexamen des conditions d'exploitation de l'installation. Elle a été réalisée conformément aux dispositions des articles R.515-77 et R.515-78 du Code de l'environnement.

En application du II-1° de l'article R. 515-77 du Code de l'Environnement, un avis au public a été affiché deux semaines au moins avant le début de la consultation par affichage en mairie des communes suivantes (communes du rayon d'affichage de 3km de la rubrique 3520) :

- Arbouans
- Audincourt
- Bart
- Bethoncourt
- Courcelles-lès-Montbéliard
- Etupes
- Exincourt
- Grand-Charmont
- Montbéliard
- Sainte-Suzanne
- Sochaux
- Taillecourt
- Valentigney
- Vieux-Charmont
- Voujeaucourt

En application du III de l'article R. 515-77 du Code de l'Environnement, le dossier de réexamen était tenu à la disposition du public dans la mairie de Montbéliard. Le public a pu formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet à la mairie ou les adresser au préfet par lettre ou, le cas échéant, par voie électronique, avant la fin du délai de consultation du public.

En application de l'article R. 515-78 du Code de l'Environnement, le conseil municipal de la commune de Montbéliard et des communes mentionnées au III de l'article R515-76 ont pu donner leur avis sur le dossier de réexamen dès la mise à disposition du public. Ces communes sont les mêmes que pour l'avis au public cité ci-dessus.

Cette mise à disposition du public a fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2023.

A l'issue de cette consultation, trois délibérations de conseil municipal ont été recueillies :

- Délibération du 5 décembre 2023 de la commune d'Exincourt : approuvé à l'unanimité
- Délibération du 12 décembre 2023 de la commune de Sainte-Suzanne : avis favorable.
- Délibération du 11 décembre 2023 de la commune d'Audincourt : approuvé à l'unanimité.

Aucune visite et aucune observation n'ont été portées sur le registre « papier » présent en mairie de Montbéliard.

Une observation a été communiquée par voie électronique :

*« J'ai une remarque et une question à vous formuler.*

*Concernant ma remarque, je souhaite savoir, Monsieur le Préfet du Doubs, de votre part et par email, si concernant la consultation de l'usine d'incinération de Montbéliard, il a établi par vos services, un rapport de base ? Est-ce que ce rapport de base existe ? Si non, est-ce qu'un rapport de base est prévu et si oui, quand ? Est-ce que ce rapport de base pourra être consulté par le public ?*

*Concernant ma question, je souhaite savoir, Monsieur le Préfet du Doubs, de votre part et par email, justement, quels sont les critères exacts qui permettent de distinguer une situation en NOC d'une situation en OTNOC ? »*

L'inspection des installations classées a formulé par courriel en date du 16/02/2024 la réponse suivante :  
*« Concernant le rapport de base, il s'agit d'un document établi par l'exploitant et non pas les services de l'Etat. Ce rapport de base a été délivré par l'exploitant comme en atteste le rapport de l'inspection du 24/08/23 qui accompagnait la consultation (ci-joint). Le code de l'environnement ne prévoit pas que ce rapport de base soit soumis à consultation du public.*

*Concernant les critères qui permettent de déterminer une situation NOC d'une situation OTNOC, il incombe à l'exploitant de les définir et de les mettre à la disposition de l'inspection des installations classées lors de ses contrôles. Ces critères ont déjà été prédéfinies par la professionnel au niveau national. »*

Les résultats de cette consultation du public n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection et ne nécessitent pas la prise de prescription complémentaire.

## **5. Conclusions et propositions de l'Inspection des installations classées**

En application du I de l'article R.515-70 du code de l'environnement, les prescriptions dont est assorti l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 avril 2005 doivent être réexaminées et actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative à l'incinération des déchets.

En référence au dossier transmis par l'exploitant et à l'analyse synthétisée dans le présent rapport, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet :

- d'actualiser les prescriptions actuellement applicables à la société VALINEA pour assurer notamment leur conformité aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 ;
- de compléter les prescriptions actuelles par les prescriptions dites « IED » (situation administrative avec rubrique 3520, cessation d'activité, surveillance des sols et des eaux souterraines, rapport de réexamen) ;
- d'octroyer un délai supplémentaire, jusqu'au 2 mai 2025, pour le respect des niveaux d'émissions associés en NOx et NH3 (MTD 29) dans les rejets atmosphériques, soit jusqu'à la fin des travaux de rénovation de l'usine ;
- d'acter et de mettre à jour les prescriptions applicables à l'établissement suite aux modifications du site engendrées par la rénovation de l'usine d'incinération ;
- de regrouper en un seul acte les prescriptions applicables à l'installation (cette installation existe de longue date, et est aujourd'hui réglementée par plusieurs arrêtés préfectoraux).

Conformément à l'article R.515-68-III, il l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) doit être sollicité sur les prescriptions envisagées dans le cadre de la demande de dérogation « IED ».

En conclusion, l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

La rédactrice	Le vérificateur	L'approbatrice
Inspectrice de l'Environnement	L'inspecteur de l'environnement	La Cheffe du Département Risques Chroniques